

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waalse Parlement 684 (2021-2022) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 10 november 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33999]

18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant temporairement certains agents du Service Public de Wallonie à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, article 10, § 4 ;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Pêche », donné le 19 novembre 2020 ;

Vu le rapport genre du 17 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 31 août 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021 modifiant différents arrêtés exécutant le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 relatif aux permis de pêche, article 9 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par:

1° le décret du 27 mars 2014 : le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques ;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

3° le SPW ARNE : le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

4° le Service : le Service de la Pêche de la Direction de la Chasse et de la Pêche du Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

5° l'espèce exotique envahissante : l'espèce exotique envahissante au sens du Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Art. 2. Les agents du Département de la Nature et des Forêts du SPW ARNE bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité, pêcher à l'aide de filets, pêcher à la main, ainsi qu'utiliser des pièges qui ont pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses ;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite, et ce en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 ;

3° conserver vivant tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ou à son sauvetage ;

4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses ;

5° transporter toute l'année, de jour comme de nuit, vivant ou mort, et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} peut uniquement être mise en œuvre pour les motifs suivants :

1° dans un but pédagogique ;

2° dans un but scientifique ;

3° dans le cadre d'actions d'élevage et d'empoissonnements à caractère patrimonial ;

- 4° dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses ;
- 5° dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;
- 6° dans le cadre de l'estimation des dommages piscicoles à la suite d'une pollution ;
- 7° à des fins sanitaires.

Art. 3. Les agents du Département de l'Étude du Milieu Naturel et Agricole du SPW ARNE bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité, pêcher à l'aide de filets, pêcher à la main, ainsi qu'utiliser des pièges qui ont pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses ;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite et ce, en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 ;

3° conserver vivant tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ou à son sauvetage ;

4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses ;

5° transporter toute l'année, de jour comme de nuit, vivant ou mort, et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} peut uniquement être mise en œuvre pour les motifs suivants :

1° dans un but pédagogique ;

2° dans un but scientifique ;

3° dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses ;

4° dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Art. 4. Les agents de la Direction des Cours d'eau non navigables du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal du SPW ARNE bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité et utiliser des pièges qui ont pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses ;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite et ce, en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 ;

3° conserver vivant tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ou à son sauvetage ;

4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses ;

5° transporter toute l'année, de jour comme de nuit, vivant ou mort, et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} peut uniquement être mise en œuvre pour les motifs suivants :

1° dans un but scientifique ;

2° dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses ;

3° dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Art. 5. Les agents des Départements des Voies hydrauliques de Mons et Tournai, de Charleroi et Namur ainsi que de Liège et des barrages-réservoirs du Service public de Wallonie - Mobilité et Infrastructures bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'aide de filets ;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite, en tout lieu dans les voies hydrauliques.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} peut uniquement être mise en œuvre dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses, en appui aux agents visés aux articles 2 à 4.

Art. 6. Les agents visés aux articles 2 à 5 bénéficient de la dérogation prévue par le présent arrêté exclusivement dans le cadre de la réalisation d'une mission de leur Département, dont le Service aura été informé au moins quinze jours à l'avance, sauf urgence dûment justifiée par leur Département.

Sur avis du Service, le directeur général du SPW ARNE peut s'opposer à l'exécution de cette mission ou demander un aménagement de cette mission, s'il estime que la mission met inutilement en péril les populations de poissons et d'écrevisses.

Le Service peut demander qu'il soit rendu compte de données recueillies à l'occasion de cette mission, dans le but d'améliorer les connaissances sur l'état des populations de poissons et d'écrevisses.

Le Service communique pour information à la fédération de pêche agréée concernée les données relatives aux populations de poissons et d'écrevisses recueillies par les agents visés aux articles 2 à 5 dans le cadre des missions que ceux-ci mènent et qui ont nécessité le bénéfice de la dérogation prévue par le présent arrêté.

Art. 7. Parmi les agents visés aux articles 2 à 4, seuls ceux qui ont préalablement suivi une formation spécifique pour la pêche à l'électricité peuvent pratiquer ce type de pêche.

Art. 8. Avant que les agents visés aux articles 2 à 5 ne capturent des poissons et des écrevisses dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014, leur Département respectif veille à en informer préalablement la fédération de pêche agréée et le gestionnaire du cours d'eau concernés.

Lorsque les captures de poissons et d'écrevisses ont lieu dans une voie hydraulique, le gestionnaire de celle-ci peut s'y opposer pour des raisons de sécurité.

Si les agents visés aux articles 2 à 4 prélèvent des poissons et écrevisses dans les eaux visées à l'article 4 du décret du 27 mars 2014, leur Département sollicite préalablement l'accord des titulaires du droit de pêche concernés sauf lorsqu'il s'agit d'actions menées dans le cadre de sauvetages de poissons et d'écrevisses, d'estimation des dommages piscicoles ou de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Art. 9. A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 relatif aux permis de pêche, les mots « de la dérogation prévue soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement les universités et hautes écoles à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement certains agents du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « d'une dérogation prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon autorisant temporairement certains agents du Service public de Wallonie ou certains organismes et personnes physiques ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2024.

Art. 11. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 novembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33999]

18. NOVEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den bestimmten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 10 § 4;

Aufgrund der am 19. November 2020 abgegebenen Stellungnahme der Abteilung "Fischfang" des Pools "Ländliche Angelegenheiten";

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 17. August 2021;

Aufgrund des am 31. August 2021 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs, abgeändert durch den Erlass vom 18. Februar 2021 zur Abänderung verschiedener Erlasse zur Ausführung des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Fischereiverwaltung und die Fischereistrukturen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Angelscheine, Artikel 9;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret vom 27. März 2014: das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

3° ÖDW LNU: der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

4° Dienst: der Fischereidienst der Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs der Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

5° gebietsfremde invasive Art: die gebietsfremde invasive Art im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten.

Art. 2 - Den Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen des ÖDW LNU wird eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° den Fischfang unter Einsatz von elektrischem Strom, mit Fangnetzen, mit der Hand ausüben zu dürfen, sowie Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar überall in den Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung oder seiner Rettung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen;

4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen;

5° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, lebend oder tot und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart transportieren zu dürfen.

Die in Absatz 1 genannte Abweichung darf nur aus folgenden Gründen angewendet werden:

1° für pädagogische Zwecke;

2° für wissenschaftliche Zwecke;

3° im Rahmen von Zucht- und Besatzmaßnahmen aus Erhaltungsgründen;

4° im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen;

5° im Rahmen der Bekämpfung exotischer invasiver Arten;

6° im Rahmen der Beurteilung von Fischzuchtschäden nach einer Verschmutzung;

7° für sanitäre Zwecke.

Art. 3 - Den Bediensteten der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des ÖDW LNU wird eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° den Fischfang unter Einsatz von elektrischem Strom, mit Fangnetzen, mit der Hand ausüben zu dürfen, sowie Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar überall in den Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung oder seiner Rettung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen;

4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen;

5° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, lebend oder tot und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart transportieren zu dürfen.

Die in Absatz 1 genannte Abweichung darf nur aus folgenden Gründen angewendet werden:

1° für pädagogische Zwecke;

2° für wissenschaftliche Zwecke;

3° im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen;

4° im Rahmen der Bekämpfung exotischer invasiver Arten.

Art. 4 - Den Bediensteten der Direktion der nicht schiffbaren Wasserläufe der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz des ÖDW LNU wird eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° unter Einsatz von elektrischem Strom fischen zu dürfen und Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar überall in den Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung oder seiner Rettung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen;

4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen;

5° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, lebend oder tot und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart transportieren zu dürfen.

Die in Absatz 1 genannte Abweichung darf nur aus folgenden Gründen angewendet werden:

1° für wissenschaftliche Zwecke;

2° im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen;

3° im Rahmen der Bekämpfung exotischer invasiver Arten.

Art. 5 - Den Bediensteten der Abteilungen Wasserstraßen von Mons und Tournai, Charleroi und Namur sowie Lüttich und der Direktion der Staudämme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen wird eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° mit von Fangnetzen fischen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, überall in den Wasserwegen fangen zu dürfen.

Die in Absatz 1 genannte Abweichung darf nur im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen zur Unterstützung der in den Artikeln 2 bis 4 erwähnten Bediensteten durchgeführt werden.

Art. 6 - Den in den Artikeln 2 bis 5 erwähnten Bediensteten wird die im vorliegenden Erlass vorgesehene Ausnahme ausschließlich im Rahmen der Erfüllung einer Aufgabe ihrer Abteilung, über die der Dienst mindestens fünfzehn Tage im Voraus informiert sein wird, gewährt, es sei denn, ein von ihrer Abteilung ordnungsgemäß begründeter Notfall liegt vor.

Auf Empfehlung des Dienstes kann der Generaldirektor des ÖDW LNU sich der Ausführung dieser Aufgabe widersetzen oder deren Anpassung verlangen, wenn er der Meinung ist, dass die Aufgabe die Fisch- und Krebsbestände unnötig gefährdet.

Der Dienst kann verlangen, dass über die anlässlich dieser Aufgabe gesammelten Daten Bericht erstattet wird, um die Erkenntnisse über den Zustand der Fisch- und Krebsbestände zu verbessern.

Der Dienst übermittelt zur Information dem betroffenen zugelassenen Fischereiverband die Daten in Bezug auf die Fisch- und Krebsbestände, die die in den Artikeln 2 bis 5 erwähnten Bediensteten im Rahmen der von ihnen mithilfe der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Ausnahmegenehmigung erfüllten Aufgaben gesammelt haben.

Art. 7 - Unter den in den Artikeln 2 bis 4 erwähnten Bediensteten dürfen nur diejenigen, die vorab eine spezifische Ausbildung in Sachen Elektrofischerei absolviert haben, diese Art Fischerei ausüben.

Art. 8 - Bevor die in den Artikeln 2 bis 5 genannten Bediensteten Fische und Krebse in den Gewässern fangen, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, achtet ihre jeweilige Abteilung darauf, dass der betroffene zugelassene Fischereiverband und der Bewirtschafter des Wasserlaufs jeweils darüber informiert werden.

Wenn die Fisch- und Krebse in einer Wasserstraße stattfinden, kann sich der deren Verwalter den Fangmaßnahmen aus Sicherheitsgründen widersetzen.

Entnehmen die in den Artikeln 2 bis 4 erwähnten Bediensteten Fische und Krebse in den Gewässern im Sinne von Artikel 4 des Dekrets vom 27. März 2014, so beantragt ihre Abteilung die vorherige Zustimmung der betroffenen Inhaber des Fischereirechts, außer wenn es sich um im Rahmen von Maßnahmen zur Rettung von Fischen und Krebsen durchgeführte Aktionen, um Aktionen zur Beurteilung von Fischzuchtschäden nach einer Verschmutzung oder zur Bekämpfung exotischer invasiver Arten handelt.

Art. 9 - Der Wortlaut von Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Angelscheine wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Personen, denen eine Abweichung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung, durch den bestimmten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen, gewährt wird, wird erlaubt, zu angeln, ohne im Besitz eines regulären Angelscheins zu sein."

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2022 in Kraft und am 31. Dezember 2024 außer Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. November 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33999]

18 NOVEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, inzonderheid op artikel 10, § 4;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", afdeling "Visvangst", gegeven op 19 november 2020;

Gelet op het genderrapport van 17 augustus 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 31 augustus 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2021 tot wijziging van verschillende besluiten houdende uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 betreffende de visverloven, inzonderheid op artikel 9;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 27 maart 2014 : het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren ;

2° het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 : het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst ;

3° de "Waalse Overheidsdienst ARNE" : de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ;

4° de Dienst : de Dienst Visvangst van de Directie Jacht en Visvangst van het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

5° de invasieve uitheemse soort : de invasieve uitheemse soort in de zin van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.

Art. 2. De ambtenaren van het Departement Natuur en Bossen van de "Waalse Overheidsdienst ARNE" komen in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 3 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de elektrische visvangst, de visvangst met netten, de visvangst met de hand, alsook het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen ;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek of de redding ervan;

4° het onttrekken, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften;

5° het vervoeren, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van levende of dode specimens van alle soorten vissen en kreeften.

De in het eerste lid bedoelde afwijking kan alleen om de volgende redenen worden toegepast :

1° voor onderwijskundige doeleinden;

2° voor wetenschappelijke doeleinden;

3° in het kader van fok- en visuitzettingsacties om redenen van instandhouding;

4° in het kader van reddingsacties voor vissen en kreeften;

5° in het kader van de bestrijding van invasieve uitheemse soorten;

6° in het kader van de evaluatie van de schade aan de visteelt ten gevolge van verontreiniging;

7° voor sanitaire doeleinden.

Art. 3. De ambtenaren van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de "Waalse Overheidsdienst ARNE" komen in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 3 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de elektrische visvangst, de visvangst met netten, de visvangst met de hand, alsook het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen ;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek of de redding ervan;

4° het onttrekken, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften;

5° het vervoeren, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van levende of dode specimens van alle soorten vissen en kreeften.

De in het eerste lid bedoelde afwijking kan alleen om de volgende redenen worden toegepast :

1° voor onderwijskundige doeleinden;

2° voor wetenschappelijke doeleinden;

3° in het kader van reddingsacties voor vissen en kreeften;

4° in het kader van de bestrijding van invasieve uitheemse soorten.

Art. 4. De ambtenaren van de Directie Onbevaarbare Waterlopen van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de "Waalse Overheidsdienst ARNE" komen in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 3 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de elektrische visvangst en het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen ;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek of de redding ervan;

4° het onttrekken, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften;

5° het vervoeren, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van levende of dode specimens van alle soorten vissen en kreeften.

De in het eerste lid bedoelde afwijking kan alleen om de volgende redenen worden toegepast :

1° voor wetenschappelijke doeleinden;

2° in het kader van reddingsacties voor vissen en kreeften;

3° in het kader van de bestrijding van invasieve uitheemse soorten.

Art. 5. De ambtenaren van het Departement Waterwegen van Bergen en Doornik, van Charleroi en Namen alsook van Luik en van de spaarbekkens van de Waalse Overheidsdienst – Mobiliteit en Infrastructuur komen in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 3 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de visvangst met netten ;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterwegen.

De in het eerste lid bedoelde afwijking kan alleen in het kader van reddingsacties voor vissen en kreeften, ter ondersteuning van de in de artikelen 2 tot en met 4 bedoelde ambtenaren, worden toegepast.

Art. 6. De ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot 5 komen in aanmerking voor de afwijking bedoeld bij dit besluit uitsluitend in het kader van de uitvoering van een opdracht van hun Departement, waarvan de Dienst minstens vijftien dagen op voorhand op de hoogte ervan is gebracht, behoudens behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid door hun Departement.

Op advies van de Dienst kan de directeur-generaal van de "Waalse Overheidsdienst ARNE" zich verzetten tegen de uitvoering van deze opdracht of vragen om een aanpassing ervan, als hij acht dat bedoelde opdracht de populaties vissen en kreeften onnodig in gevaar brengt.

De Dienst kan vragen om een verslag van de gegevens die gedurende deze opdracht zijn verzameld, met het oog op de verbetering van de kennis over de toestand van vis- en kreeftbestanden.

De Dienst deelt ter informatie aan de betrokken erkende hengelfederatie de gegevens mee met betrekking tot de vis- en kreeftbestanden die door de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot 5 worden verzameld in het kader van de opdrachten die ze uitvoeren en die in aanmerking zijn gekomen voor de afwijking bedoeld bij dit besluit.

Art. 7. Onder de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot 4, kunnen alleen degenen die op voorhand een specifieke opleiding inzake elektrische visvangst hebben gevolgd, deze soort visvangst uitoefenen.

Art. 8. Vóór de vangst van vissen en kreeften door de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot en met 5 in de wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen, zorgt hun respectievelijk Departement ervoor dat de betrokken erkende hengelfederatie en de beheerder van de waterloop hierover worden ingelicht.

Wanneer de vangsten van vissen en kreeften in een waterweg gebeuren, kan de beheerder ervan zich daartegen verzetten wegens veiligheidsomstandigheden.

Indien de in de artikelen 2 tot en met 4 bedoelde ambtenaren vissen en rivierkreeft onttrekken aan de in artikel 4 van het decreet van 27 maart 2014 bedoelde wateren, vraagt hun Departement de voorafgaande toestemming van de houders van het betrokken visrecht, behalve wanneer het gaat om acties in het kader van de redding van vissen en rivierkreeften, de evaluatie van schade aan de visteelt of de bestrijding van invasieve uitheemse soorten.

Art. 9. In artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 betreffende de visverloven worden de woorden "de afwijking bedoeld hetzij bij het Besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 waarbij universiteiten en hogescholen tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, hetzij bij het Besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst tijdelijk worden toegelaten" vervangen door de woorden "een afwijking bedoeld in het besluit van de Waalse Regering waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst of sommige instellingen en natuurlijke personen tijdelijk worden toegelaten".

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022 en houdt van kracht te zijn op 31 december 2024.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 november 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/34000]

18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant temporairement certains organismes et personnes physiques à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, article 10, § 4 ;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Pêche », donné le 19 novembre 2020 ;

Vu le rapport du 17 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 31 août 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;